



LE CERCLE DU BARREAU

Le duc de MASSA a t il trahi ses confrères ?

Patrick Michaud

Claude Ambroise Régnier , duc de Massa-Carrara, député aux états-généraux, membre du conseil des Anciens, conseiller d'état, grand-juge, ministre de la justice, grand-cordon de la légion d'honneur.

Né à Blamont, département de la Meurthe, le 6 novembre 1749, il exerçait la profession d'avocat à Nancy, à l'époque de la révolution, dont il embrassa la cause, et fut élu, en 1789, député du bailliage de Nancy aux états généraux

Il s'y occupa beaucoup, dans les comités, d'administration et de judicature ; parut peu à la tribune, quoique entièrement dévoué au côté gauche, avec lequel il vota constamment ; s'éleva contre l'institution des jurés en matière civile, et proposa de mettre en accusation le vicomte de Mirabeau, à la suite de l'affaire qu'il s'était suscitée par l'enlèvement des cravates de son régiment ; lors de l'affaire de Nancy, il en défendit aussi la municipalité contre les reproches des royalistes.

Elu, en 1795, député du département de la Meurthe au conseil des anciens, il s'opposa à l'admission de Job Aymé, et à la rentrée des prêtres réfractaires ; fut successivement secrétaire, puis président du conseil, et y fut réélu en 1799, époque à laquelle il devait en sortir. Lié avec les auteurs de la révolution du 18 brumaire, il fut un de ceux qui se réunirent, le 7 novembre au matin, chez M. Lemercier, président du conseil des anciens, pour y arrêter les mesures définitives et les moyens d'assurer le succès de cette conspiration, et présenta le projet de décret qui transférait les conseils à Saint-Cloud.

Devenu président de la commission intermédiaire, il entra, après l'organisation de la nouvelle constitution, au conseil d'état, section des finances, et réunit, le 15 septembre 1802, sous la dénomination de grand-juge, les deux ministères de la justice et de la police générale.

Fouché, ayant été rappelé à ce dernier département, en 1804, Régnier conserva son titre de grand-juge et le portefeuille de la justice. Il fut ensuite nommé grand-officier de la légion d'honneur, et décoré du cordon rouge le 1er février 1805.

Créé comte en 1808, il fut fait duc de Massa en 1809.

Ministre de la Justice, il fut le rédacteur du décret liberticide du 14 décembre 1810 et nomma en avril 1811 le premier bâtonnier post révolutionnaire de Paris , notre confrère De Lamalle.

Il conserva le ministère de la justice jusqu'en novembre 1813, et Bonaparte voulant, à cette époque, avoir pour président du corps législatif un homme entièrement et servilement dévoué à ses volontés, jeta les yeux sur Régnier, qu'il nomma d'abord ministre d'état, et le fit, deux jours après, président du corps législatif, dont les membres l'accueillirent fort mal. La dissolution de cette autorité par Bonaparte, au 31 décembre 1813, fut le terme des grandeurs et des dignités de M. le duc de Massa .

Assez bon juriste, médiocre orateur et peu habile ministre, il fut, comme le comte Regnault de Saint-Jean-d'Angély, un des hommes les plus attachés à Napoléon, lit-on dans la Biographie de Delandine. Ce qui ne l'empêcha pas, en avril 1814, de donner son adhésion à la déchéance de Napoléon, mais il ne récolta aucun fruit de cette manœuvre. Il mourut à Paris le 24 juin de la même année.

Notre confrère repose au Panthéon aux côtés des grands serviteurs de la France.

Patrick Michaud décembre 2006